

Des jardins d'essais au Cirad¹ une épopée scientifique française!

SERGE VOLPER² ET HERVÉ BICHAT³

La France a été la dernière des nations européennes possédant un domaine colonial à s'engager dans la recherche agronomique tropicale. Au terme d'une histoire jalonnée d'espoirs, d'échecs et de controverses, elle se trouve, au milieu des années quatre-vingt, être la seule à avoir conservé un dispositif national de recherche agronomique tropicale conséquent.

La recherche agronomique tropicale française est la fille du Second Empire colonial de la France. Elle a donc été très marquée par l'évolution des relations entre notre pays et ses territoires. Pour comprendre cette histoire, nous proposons de suivre les deux fils rouges suivants :

- Celui d'abord du contrôle de cette recherche agronomique coloniale. Une lutte sourde oppose durablement les milieux scientifique et universitaire métropolitains au ministère des Colonies, soutenu par les milieux d'affaires ayant investi outre-mer. L'opposition est également idéologique puisqu'elle porte sur la légitimité d'une recherche appliquée, indépendante de la recherche fondamentale. À quatre reprises au moins, le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), puis l'Office de la recherche scientifique et technique d'outre-mer (Orstom)⁴, ont cru pouvoir prendre le contrôle de cette recherche agronomique « de terrain » mais à chaque fois, *in fine*, ils n'ont pu réussir dans leur entreprise.
- L'autre fil rouge concerne la finalité de cette recherche. À partir du moment où la recherche agronomique tropicale est reconnue comme un outil spécifique au service des politiques agricoles menées outre-mer, une controverse sur ses finalités va bientôt voir le jour : est-elle prioritairement au service des entrepreneurs, au départ exclusive-

ment européens, réputés seuls capables de mettre en œuvre ses résultats, ou bien s'adresse-t-elle aussi aux populations indigènes dont les capacités d'adaptation sont demeurées longtemps largement sous-estimées ? Le débat « Cultures d'exportation *versus* cultures vivrières » qui occupe souvent l'espace public n'en constitue que l'un des aspects.

Le principal théâtre de la recherche agronomique française est l'Afrique subsaharienne. C'est ce cadre géographique qui est privilégié dans cet article, structuré autour de cinq grandes séquences historiques.

1880-1914 – L'ÉMERGENCE D'UNE RECHERCHE AGRONOMIQUE COLONIALE : L'ENJEU DES JARDINS D'ESSAIS

À la fin du XIX^e siècle, la France qui avait perdu au profit de l'Angleterre un premier empire colonial lors du traité de Paris en 1763, a reconstitué un domaine de plusieurs millions de km² en Afrique du Nord et dans les régions intertropicales du globe. Très rapidement, les plantes originaires du continent américain dont les produits sont devenus indispensables aux industries et aux consommateurs français vont traverser l'Atlantique et être installées dans les jardins d'essais du continent africain.

1. Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement.

2. Agronome, responsable de la bibliothèque historique du Cirad.

3. Ingénieur général honoraire du ministère de l'Agriculture, premier directeur général du Cirad.

4. Devenu aujourd'hui l'Institut de recherche pour le développement (IRD).



Le nom de Maxime Cornu (1843-1901) restera à jamais associé à l'organisation des jardins coloniaux de la fin du XIX^e siècle.

In revue « Journal de la Société Nationale d'Horticulture de France », mai 1901.

L'éviction du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)

Le MNHN joue, au cours des vingt dernières années du XIX^e siècle un rôle déterminant pour l'amélioration des connaissances en botanique tropicale et pour l'installation des jardins d'essais dans les colonies. Maxime Cornu, le titulaire de la chaire de cultures de cette institution est, durant quinze ans, le « grand fournisseur » en plants et en semences de ces jardins.

Cependant, les jardins d'essais, tels qu'ils sont implantés et gérés dans l'Empire, ne font pas l'unanimité. De nombreuses personnalités proches des milieux coloniaux les jugent inadaptés dans la mesure où les travaux qui y sont menés s'appuient encore sur les principes de l'acclimatation et s'intéressent trop peu aux espèces indigènes dont l'exploitation pourrait être économiquement viable. Sur une proposition du directeur du service de l'Afrique

et des Antilles de l'Union coloniale française, A. Milhe-Poutingon, une commission des jardins d'essais coloniaux est constituée en 1898 et présidée par le directeur du MNHN, Alphonse Milne-Edwards. Cette commission arrive à la conclusion qu'il est nécessaire de créer un organisme en métropole, chargé d'orienter et de coordonner les actions des jardins. En toute logique, le MNHN pense bientôt pouvoir jouer ce rôle.

Le Jardin d'essai colonial est créé le 28 janvier 1899 et s'implante sur une parcelle du bois de Vincennes appartenant au MNHN, en lisière de la commune de Nogent-sur-Marne. Il ne lui est cependant pas rattaché car il dépend du ministère des Colonies. Celui-ci est créé, pour la première fois, en 1881 par Léon Gambetta qui détache les colonies du ministère de la Marine, dans le cadre de la mise en place de son « grand ministère ». Sa mission est de conquérir à la République des milieux qui lui étaient jusqu'ici majoritairement hostiles. C'est d'ailleurs dans la même perspective qu'il fonde au même moment, le ministère de l'Agriculture. Pour lui permettre de remplir cet objectif politique, il lui est attribué d'importants moyens, dont la tutelle de l'enseignement et de la recherche tropicale. C'est ce qui justifie le rattachement du Jardin d'essai colonial à ce ministère, au détriment du MNHN, qui conteste fortement cet arbitrage. Jean-Thadée Dybowski, ancien directeur du commerce et de la colonisation en Tunisie, est nommé directeur du Jardin colonial. Il va dès lors s'employer à mettre le plus de distance possible avec le MNHN.

Le Jardin colonial a pour mission d'étudier les caractéristiques des produits tropicaux en vue de leur utilisation par l'industrie française, de multiplier et diffuser les espèces végétales qui fournissent ces produits. Il a aussi un rôle en matière de centralisation et de diffusion de l'information concernant les techniques de culture et de préparation des produits.

En 1902, une École nationale supérieure d'agriculture coloniale (Ensac) est adjointe au Jardin colonial. La formation des cadres est, là encore, une responsabilité qui échappe au MNHN. Les ingénieurs diplômés de l'Ensac vont bientôt former un corps professionnel efficace, colonne vertébrale du développement agricole dans les colonies.

L'organisation des services agricoles outre-mer : naissance de l'agronomie tropicale

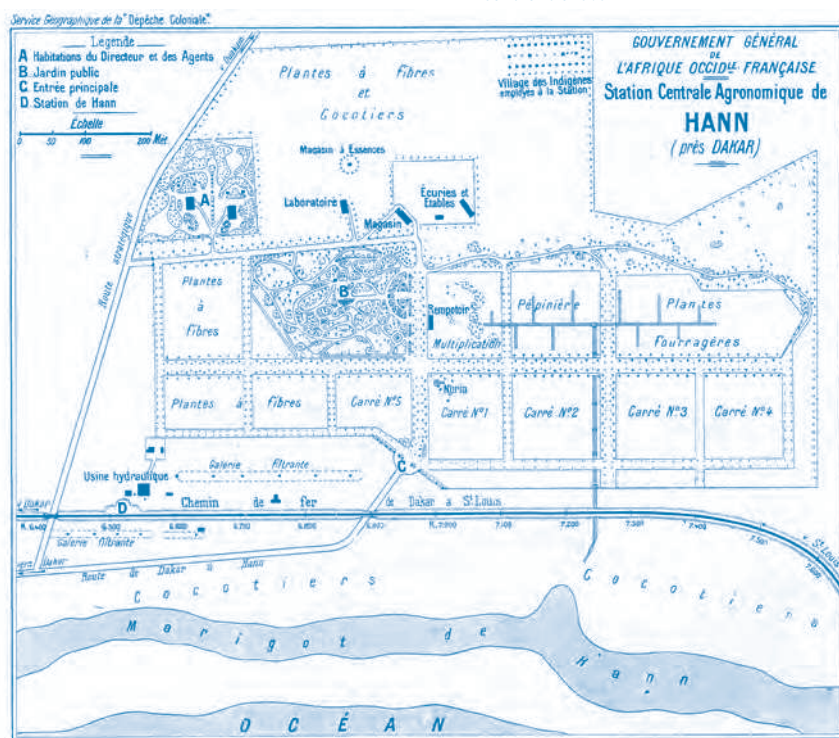
Au début du XX^e siècle, la plupart des colonies disposent de services agricoles. Créés au fur et à mesure des besoins, ceux-ci manquent le plus souvent de programmes de travail, de moyens matériels et de cadres expérimentés. À Madagascar, c'est Émile Prudhomme qui est chargé par le général Gallieni d'organiser ce service. En Afrique occidentale française (AOF), le gouverneur général Ernest Roume décide la réorganisation des services agricoles de sa fédération et va confier cette tâche à un jeune ingénieur agronome, Yves Henry, récemment débarqué à Dakar en octobre 1902. Y. Henry va, tout d'abord, s'employer à structurer le Service de l'agriculture du Sénégal. Puis, avec la création de l'Inspection de l'agriculture, de l'élevage et des forêts qui dépend directement du gouverneur général il organise, dans chacune des colonies constituant l'AOF, un service d'agriculture dont les activités sont planifiées et suivies depuis Dakar⁵.

En AOF, le principe de l'organisation régionale repose sur une station agronomique centrale, Hann,

La station centrale agronomique de Hann a été ouverte en 1903, à 6 kilomètres de Dakar. Aujourd'hui, Hann existe toujours et fait partie du dispositif de l'Institut sénégalais de recherche agronomique (ISRA). In revue « la dépêche coloniale illustrée », N°22 de novembre 1906.

créée en 1903 près de Dakar, et où sont conduites des expérimentations, maintenues des collections variétales et réalisées des analyses de sol et de plantes. En fait, Y. Henry a l'ambition de doter l'AOF d'un établissement qui serait en mesure d'effectuer sur place les travaux de recherches technologiques, jusque-là confiés, en grande partie, à Nogent, mais aussi au MNHN, au Conservatoire des arts et métiers et à l'Institut colonial de Marseille. Dans chacune des colonies de la fédération, il veut promouvoir les « stations culturelles » représentatives des conditions des différents milieux agro-climatiques et pédologiques. Il est aussi un précurseur de la spécialisation des stations par « filière plante-produit », c'est-à-dire l'étude de la plante depuis ses techniques de culture jusqu'aux premières transformations de ses produits.

En octobre 1911, le ministère des Colonies institue une Mission permanente d'études des cultures et jardins d'essais coloniaux, dont la direction est confiée au professeur Auguste Chevalier, botaniste au MNHN. À la suite d'une tournée qu'il effectue l'année suivante en Afrique, A. Chevalier recom-



5. Affecté par la suite en Indochine, Y. Henry va y poursuivre son œuvre en réorganisant les services agricoles de ces territoires.

mande, comme Y. Henry, la création de « stations spécialisées par produits ». La décision de créer, au Sénégal, sur la ferme-école de M'Bambey (devenue par la suite Bambey), une station uniquement consacrée à la production arachidière, est prise dès 1913. Le projet se concrétise après la guerre, en 1921. L'année suivante, sont créées les stations de La Mé en Côte-d'Ivoire et de Pobé au Dahomey, spécialisées dans l'amélioration des palmeraies. Bien qu'encore imparfait, ce dispositif d'expérimentation agricole constitue l'embryon d'une entreprise beaucoup plus vaste qui ne va pas cesser de se développer dans l'Empire français. Les agronomes impliqués dans ces programmes centralisés de mise en valeur agricole y acquièrent, outre des compétences professionnelles, un sens de l'intérêt général. L'obtention de résultats fiables, devant déboucher sur des recommandations facilement applicables par le plus grand nombre, constitue l'ébauche des méthodes et des objectifs de ce qui deviendra la « recherche agronomique tropicale ».

1920-1940 – LA MISE EN VALEUR DE L'EMPIRE COLONIAL FRANÇAIS

La participation importante de l'Empire colonial à l'effort de guerre a finalement fait comprendre à la métropole toute l'importance de la « France d'outre-mer » dans le redressement de son économie malmenée par quatre années de conflit. Albert Sarraut devient ministre des Colonies en janvier

1920 et soumet, en avril 1921, à la Chambre des députés, un projet de loi portant fixation d'un programme général de mise en valeur des colonies françaises. Cette politique est à la base de l'Exposition coloniale de 1931 qui rencontre un grand succès populaire.

Rassurés par l'engagement du Gouvernement de tout mettre en œuvre pour moderniser les infrastructures du domaine colonial, les investisseurs ne tardent pas à engager des capitaux dans des entreprises commerciales, industrielles mais aussi agricoles.

La création de l'Institut national d'agronomie coloniale et sa contestation

Pour répondre aux nouveaux enjeux d'amélioration de l'agriculture coloniale, il est nécessaire que les services agricoles des colonies disposent de personnels plus nombreux et aussi mieux formés. Le secteur privé est, lui aussi, demandeur d'agents compétents. E. Prudhomme, qui a succédé à J.-T. Dybowski à la direction du Jardin et de l'école de Nogent, réalise en 1921 leur fusion avec la création de l'Institut national d'agronomie coloniale (Inac) (photo ci-contre). La nouvelle dénomination n'est pas anodine : l'agronomie coloniale, sous-entendue « tropicale », doit être considérée maintenant comme une science à part entière, le caractère scientifique de toute action conduite dans les colonies devant en garantir le succès. La création de deux sections d'enseignement à l'Inac, l'une formant des ingénieurs et l'autre des techniciens, permet une augmentation significative des candidatures d'élèves se destinant à une carrière outre-mer. En 1921 également, le ministère des Colonies réorganise le classement du personnel des services techniques et scientifiques de l'agriculture. Il y distingue les agents de « terrain » de ceux de « laboratoire », et réaffirme la nécessité, pour les agents voulant intégrer le « cadre général » du personnel, d'être diplômés de Nogent. Pour les agents du « cadre local », c'est-à-dire ceux recrutés sur place et non fonctionnaires, désireux d'intégrer le « cadre général », des facilités de congés sont accordées pour effectuer une scolarité à Nogent en vue de l'obtention du fameux diplôme.

Cette suprématie de l'Inac dans le domaine de

*Séance de travaux pratiques
à l'Inac, en 1934.
Les élèves s'exercent au
conditionnement des plants
dans les caisses de transports
« Ward ». © Inra*



l'agronomie coloniale est contestée par nombre de scientifiques de l'époque, Auguste Chevalier notamment. Pour faire avancer ses idées en matière de développement des régions tropicales, celui-ci dispose d'une « machine de guerre » efficace, l'Association colonies-sciences qu'il a créée en janvier 1925. C'est au travers de sa proposition de fonder un Institut des recherches scientifiques coloniales, au sein de l'École pratique des hautes études, dépendant du ministère de l'Instruction publique, que le professeur Chevalier et ses amis, Emile Perrot et le général Messimy, espèrent parvenir à marginaliser l'Inac en le dépouillant de ses activités scientifiques. Le « contre-feu » du ministère des Colonies à ces projets, consiste alors à créer (décret du 2 août 1931) trois chaires magistrales à l'Inac : les chaires de chimie-technologie, de pathologie végétale et de zoologie agricole confortent ainsi la légitimité de l'Institut en matière de compétences scientifiques.

Le Front populaire et la recherche coloniale

La crise économique des années trente a pour conséquence une chute des cours des matières premières. Elle n'épargne pas les produits d'origine tropicale. Bien que frappée un peu plus tardivement par cette crise, la France n'en est pas moins touchée que ses voisins européens. Elle cherche à mettre rapidement en place un dispositif qui lui permette d'en atténuer les effets, en privilégiant les échanges entre la métropole et ses colonies. Les décideurs politiques ont néanmoins conscience que ces mesures protectionnistes ne peuvent être que transitoires et qu'en sortie de crise, il faudra bien à nouveau respecter les règles du libre-échange.

Le Front populaire, arrivé au pouvoir en juin 1936, instaure un éphémère sous-secrétariat d'État à la Recherche scientifique, confié au prix Nobel de physique, Jean Perrin. L'année suivante, à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris et à l'initiative de l'Association colonies-sciences, le « Congrès de la recherche scientifique dans les territoires d'outre-mer » se réunit, sous la présidence d'Alfred Lacroix, professeur au MNHN. Les tenants d'une recherche centralisée, très critiques de la trop grande autonomie dont jouit le ministère des Colonies, font jouer leurs appuis politiques afin d'intégrer la « recherche

coloniale » dans la « recherche nationale ». Le ministre des Colonies, Marius Moutet, semble accepter le principe de la fin de l'indépendance décisionnelle de cette « recherche coloniale ». Il n'en demeure pas moins qu'il obtient le renforcement de son « Service des recherches scientifiques », confié à Henry Hubert, alors que dans le même temps, est constitué un « Comité consultatif des recherches scientifiques de la France d'outre-mer » placé auprès du Conseil supérieur de la recherche scientifique (CSRS), institué en 1933 auprès du ministère de l'Éducation nationale.

Le 24 juin 1939, l'Inac, qui est devenu l'Institut national d'agronomie de la France d'outre-mer (Inafom) en 1934, est officiellement supprimé. Une École supérieure d'application d'agriculture tropicale (ESAAT) et une Section technique d'agriculture coloniale (STAC) sont créées pour le remplacer, toutes deux sous l'autorité du directeur des Affaires économiques du ministère des Colonies.

Le 19 octobre 1939, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) est créé. Établissement public placé auprès du ministère de l'Éducation nationale, il a pour mission de coordonner l'ensemble de la recherche scientifique française. Le physiologiste Henri Laugier, directeur du Service central de la recherche scientifique, service créé en janvier 1937 et intégré au CNRS, est nommé à la tête de cet établissement. La question de la responsabilité institutionnelle de la recherche coloniale va de nouveau se poser.

1940-1944 – LA RECHERCHE TROPICALE SOUS LA FRANCE DE VICHY : LA PROMOTION DES INSTITUTS DE RECHERCHE PAR PRODUIT

Le régime de Vichy se montre, dès le début, intéressé par le domaine colonial et adopte rapidement une « politique impériale ». D'autant plus rapidement qu'entre Pétain et de Gaulle, à Londres, c'est une « course de vitesse idéologique » qui est menée afin de rallier le plus grand nombre de territoires à leurs causes respectives. Durant cette période, beaucoup de décisions sont prises dans le sens d'un « renouveau » de l'outre-mer français, bien que la métropole soit coupée de ses colonies



durant cette période.

Dès 1941, afin de contourner la volonté d'indépendance d'un secrétariat aux Colonies jaloux de ses prérogatives, le nouveau directeur du tout jeune CNRS, Charles Jacob, manœuvre pour centraliser l'ensemble de la recherche scientifique en proposant de créer une section coloniale au CNRS. Dans un premier temps, il paraît emporter la décision. Mais, avec le gouvernement de Pierre Laval qui succède à celui de l'amiral Darlan, le CNRS devra renoncer à son projet de centralisation. Le fait que Pierre Laval ait été, un temps, ministre des Colonies et qu'il ait nommé au poste de secrétaire d'État aux colonies un ancien gouverneur général de l'AOF, Jules Brévié, l'incline probablement à privilégier l'outre-mer. Il est créé, au secrétariat d'État à la Marine et aux Colonies, un Service de recherches

Affiche de propagande du régime de Vichy, années 1940.

La mise en valeur de l'Empire est au cœur des préoccupations du régime de Vichy.

Auteur : René Fix-Masseau – Paris, 1941

À droite : Robert Michaux (1901-1962). Parti en Malaisie à l'âge de 19 ans comme simple assistant de plantations, il est nommé six ans plus tard... directeur de la société qui l'emploie, et qui appartiendra au groupe Socfin en 1931 !

In revue « Oléagineux », mai 1960.

scientifiques coloniales dirigé par le professeur René Jeannel. De ce modeste service naît, en octobre 1943, l'Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC), dont la direction est confiée au professeur Raoul Combes.

Contingemment et restrictions des produits tropicaux incitent le régime de Vichy à encourager la création d'instituts de recherches agronomiques spécialisés par « filière de produit ». Le président de la Confédération des producteurs agricoles d'outre-mer, Robert Michaux, est l'instigateur de cette politique. Très marqué par la réussite de la recherche agronomique des Indes néerlandaises qu'il a bien connue alors qu'il faisait ses premières armes en Malaisie, très critique vis-à-vis de celle conduite au sein de services administratifs et plein



de mépris pour les paysanneries traditionnelles, il est convaincu que le modèle de l'Institut français du caoutchouc (IFC), créé en 1936, et son émanation, l'Institut de recherches sur le caoutchouc en Indochine (IRCI), créé en 1940, pourrait s'appliquer à toutes les filières agricoles tropicales. L'Institut de recherches pour les huiles et oléagineux (IRHO) est fondé fin 1941, suivi par l'Institut des fruits et agrumes coloniaux (IFAC), fondé début 1942, et par l'Institut de recherches sur le caoutchouc en Afrique (IRCA), en octobre. La même année, encore à l'initiative du président Michaux, est créée l'Union des instituts agricoles coloniaux, qui regroupe l'IRCI, l'IRCA, l'IRHO et l'IFAC et l'Union cotonnière de l'empire français (UCEF) qui a pris la suite, en 1940, de l'Association cotonnière coloniale (ACC), fondée en 1903.

Mais cette orientation entrepreneuriale n'est pas

appréciée par tous les cadres du ministère des Colonies, et notamment par le futur gouverneur général Robert Delavignette, auteur du célèbre livre *Les paysans noirs*. Au MNHN, Roland Portères, ancien du Service fédéral de recherches agronomiques d'AOF, créateur de l'ethnobotanique et futur successeur d'A. Chevalier, mène également le combat intellectuel contre Robert Michaux en soulignant les grands mérites, les savoirs et les capacités d'adaptation des agriculteurs africains.

1944-1960 – LA RECHERCHE AGRONOMIQUE TROPICALE DANS LA DÉCOLONISATION

L'après-guerre est une intense période de reconstruction et de développement – les Trente Glorieuses – en France. Pour accompagner efficacement une nouvelle politique agricole résolument productive, l'Institut national de la recherche agronomique est fondé en 1946.

En ce qui concerne l'outre-mer, la Conférence africaine française qui s'était tenue à Brazzaville début 1944, avait permis de fixer les grandes lignes des futures relations entre la métropole et les colonies. Dès 1946, dans le nouveau cadre de l'Union française, la France conçoit un vaste plan de modernisation et d'équipement des territoires d'outre-mer. Le Fonds d'investissement pour le développement économique et social (FIDES) entre en vigueur en 1947. Des moyens importants sont consacrés aux infrastructures mais aussi au développement de l'agriculture et au renforcement de la recherche agronomique tropicale. C'est un changement politique radical car, jusqu'ici, la règle était que les colonies devaient subvenir seules à leurs besoins et, si possible, contribuer au financement des activités métropolitaines qui leur étaient dédiées.

L'autonomie préservée de la recherche tropicale

En 1945, le Conseil supérieur de la recherche scientifique coloniale est mis en place. Rattaché tout d'abord à la direction du plan de développement économique et social du ministère de la France d'outre-mer qui a pris la suite du ministère des Colonies, il relève directement de l'ORSC à partir de 1947. L'Union cotonnière de l'Empire français est dis-

soute en 1945. À l'initiative d'Édouard Senn, deux organismes voient le jour, l'un scientifique, l'Institut de recherches du coton et des textiles exotiques (IRCT), créé en 1946, l'autre technico-commercial, la Compagnie française pour le développement des fibres textiles (CFDT), société d'économie mixte fondée en 1949. La complémentarité de ces deux structures se révélera d'une redoutable efficacité dans les années à venir.

En 1948, l'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux (IEMVPT) est créé, héritier de la section « exo » ouverte dès 1920 au sein de l'École de Maisons-Alfort. Il va assurer le recrutement et la formation des personnels des services de l'élevage, ainsi que la conduite de programmes de recherches spécifiques à l'outre-mer.

L'ORSC, qui a conservé à sa tête le professeur Combes, voit ses relations avec le CNRS normalisées. Mais l'Office va devoir bientôt affronter, au sein même de son ministère de tutelle, un adversaire qui va lui contester la responsabilité des recherches agronomiques tropicales : la Direction de l'agriculture, de l'élevage et des forêts (DAEF), avec à sa tête Maurice Guillaume. Instituée à Alger durant le conflit mondial, cette direction veut conserver son pouvoir décisionnel en matière de recherche outre-mer. Pour ce faire, elle prévoit de reconstituer à Nogent un Institut national d'agronomie tropicale et d'y créer un corps d'« agronomes tropicaux » dont elle assurerait la formation. Le secrétaire général de l'ORSC (devenu en 1949, Office de la recherche scientifique outre-mer, l'Orsom), Maurice Rossin, a entrepris, dès 1947, les travaux de construction des centres de recherches, en métropole et en Afrique. La mise en service, en 1951, des Instituts d'enseignement et de recherches tropicales (IDERT) de Bondy et d'Adiopodoumé en Côte-d'Ivoire ruine ainsi le projet que M. Guillaume avait conçu pour Nogent.

De ce vaste projet cependant, le « volet forestier tropical » est réalisé entièrement : le Centre technique forestier tropical (CTFT) est créé en 1949 et ses infrastructures nogentaises, inaugurées en 1954. Disposant de moyens importants, cette société d'État qui prend la suite du modeste service des bois coloniaux créé en 1917, va bientôt constituer une référence internationale.

Le renforcement des instituts techniques spécialisés par produits coloniaux

L'Orstom a toujours pour ambition d'incorporer l'agronomie tropicale à la palette de ses domaines de compétences, malgré les réticences, tant en métropole qu'en outre-mer, d'une grande partie du personnel des services agricoles. Fort de l'importance de son dispositif en Afrique et à Madagascar, ainsi que de la qualité reconnue de ses chercheurs, l'Office pense être en bonne position pour avoir bientôt la maîtrise de la recherche agronomique. En 1953, il devient l'Orstom et l'ajout du « T » correspondant à « technique », va lui permettre, dans un premier temps, de se voir transférer les attributions de la Section technique d'agriculture tropicale (STAT) de Nogent, renommée à cette occasion Centre technique d'agriculture tropicale (CTAT). Avec cette structure de « recherche appliquée » dans son organigramme, l'Orstom croit alors disposer d'une base solide en métropole et pouvoir ainsi prendre en charge les centres de recherche qui relèvent des services agricoles des territoires d'outre-mer. En 1955, l'Office se voit en effet confier officiellement la responsabilité des services des recherches agronomiques tropicales. Les Centres de recherches agronomiques (CRA) d'outre-mer se trouvent ainsi placés sous son autorité. La victoire institutionnelle de l'Office sera de courte durée. En effet, Maurice Rossin succède à Maurice Guillaume en 1952 et va diriger la DAEF jusqu'en 1959, à un moment capital de l'évolution de l'Afrique subsaharienne française. Contrairement aux attentes de l'Orstom qu'il vient de quitter, il impose une organisation de la recherche agronomique qui l'insère dans les grandes filières agro-alimentaires. Ainsi, en 1957, le service « café-cacao-thé » de l'Orstom, à Nogent, fait sécession pour constituer l'Institut du café que Georges Monnet vient de créer en Côte-d'Ivoire. Cet institut deviendra, la même année, l'Institut français du café et du cacao (IFCC).

1957 est aussi l'année de l'application de la loi-cadre Defferre, du 23 juin 1956, qui accorde une large autonomie aux territoires d'outre-mer du continent africain, prélude à leurs indépendances. Dans ce contexte, le projet de centraliser les programmes de recherches agronomiques outre-mer,

affiché par l'Orstom ne pouvait pas paraître plus inadéquat. Anticipant l'avenir, la production agricole – et donc la recherche agronomique – ne pouvaient dépendre que d'instances locales car il appartiendrait à chacune des nations, bientôt indépendantes, de définir sa propre politique en matière de développement agricole.

En décembre 1959, à Dakar et à Abidjan, se tient un colloque sur la recherche scientifique et technique et le développement économique et social des pays africains au cours duquel se révèle la personnalité de Francis Bour. L'idée de création d'une « Organisation de la recherche agronomique tropicale » (ORAT) est déjà dans l'air du temps. Cet organisme, placé aux côtés de l'Orstom, en charge de la « recherche fondamentale », aurait, quant à lui, la responsabilité de la « recherche appliquée » pour les filières non encore inféodées aux instituts spécialisés. Il aurait également la responsabilité de conduire les recherches d'agronomie générale et assurerait la coordination de l'ensemble des programmes de recherches en agronomie tropicale. Les instituts spécialisés n'acceptent pas ce rôle de coordination. Le projet initial n'aboutira donc pas mais il va permettre la création d'un nouvel institut appelé à jouer rapidement un rôle de premier plan dans le cadre des accords de coopération technique franco-africains.

Le laboratoire de pédologie de l'Irat à Nogent, installé dans le « pavillon de la Tunisie » de l'exposition coloniale de 1907.

© archives Cirad



1960-1985 – LA CRÉATION DES ORGANISMES NATIONAUX AFRICAINS ET L'ÉMERGENCE D'UNE RECHERCHE AGRONO- MIQUE INTERNATIONALE

Dans le contexte politique de l'époque, l'assistance technique mise en place pour garantir l'autosuffisance alimentaire des populations des jeunes républiques africaines, dont la croissance démographique est très rapide, constitue un atout essentiel pour le maintien d'excellentes relations entre la France et ses anciens « territoires d'outre-mer ». C'est bien dans ce but qu'est fondé, en mai 1960, l'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières (Irat). Sa direction est confiée à René Trintignac, puis à Francis Bour l'année suivante.

L'Irat « hérite » ainsi de l'ensemble des responsabilités scientifiques et techniques de l'Orstom à Nogent. Il bénéficie aussi de chercheurs mis à disposition par l'Office, et surtout des crédits gouvernementaux prévus pour le fonctionnement de ce dispositif métropolitain et la réalisation des programmes de recherche. Très rapidement, dans le cadre des accords de coopération signés entre la France et ses anciens « territoires d'outre-mer », l'Irat va se constituer un dispositif de recherches en Afrique subsaharienne qui sera à la mesure de ses ambitions. Enfin F. Bour crée, sur le modèle de la filière coton, la Société d'assistance technique et de coopération (Satec), pour faciliter la diffusion des résultats des travaux de l'Irat.

Mais l'Orstom manifeste encore quelques velléités d'implication dans le domaine de l'agronomie. Il a d'ailleurs conservé un important service de pédologie. Sous l'impulsion de son nouveau directeur nommé en 1963, Guy Camus, ancien conseiller scientifique du général de Gaulle, l'Office relance ses programmes en recherche agronomique sous la direction de Stéphane Hénin.

Enfin, à l'instigation de M. Rossin, de nombreux ingénieurs issus des anciens services agricoles des colonies vont venir renforcer les effectifs du Bureau pour le développement de la production agricole (BDPA).

Vers une nouvelle recherche tropicale : la création du Gerdac

Ce sont des années de grands bouleversements et de grandes incertitudes pour la recherche agronomique française : les nouveaux États créent progressivement leurs propres institutions nationales en recherche agronomique. Mais, à la différence de ce qui se passe pour la Grande-Bretagne et la Belgique, la recherche agronomique est un des domaines qui bénéficient du nouveau partenariat de la France avec ses anciennes colonies. La plupart des chercheurs français expatriés restent donc sur place et voient même leur nombre augmenter, ce qui permet d'intégrer de nombreux scientifiques belges expulsés du Congo.

Cette évolution a cependant des conséquences importantes sur le fonctionnement des huit instituts de recherches tropicaux : s'ils voient leurs effectifs d'ingénieurs augmenter, ils sont déstabilisés scientifiquement et financièrement par la perte de leurs bases d'outre-mer. Mais ces changements sont en partie occultés par la politique de la Côte-d'Ivoire qui s'accommode de la situation dont elle a hérité en 1960 et qu'elle ne bouleversera pas avant 1980. En conséquence, le centre de gravité de la recherche agronomique tropicale francophone en Afrique de l'Ouest bascule progressivement de Bambey vers les stations de recherche ivoiriennes.

Face à cette situation qui les rend plus dépendants des financements publics français, les Instituts sont conduits à renforcer leurs liens entre eux. Ils y sont d'autant plus encouragés par les pouvoirs publics qu'un nouvel acteur apparaît au plan international, le réseau des centres internationaux de recherches agronomiques (CIMMYT, IRRI, IITA...) créés par les grandes fondations américaines et repris par la Banque mondiale sous l'impulsion de Robert Mac Namara. Cela passe par la mise en place d'un comité de coordination présidé par Robert Michaux en 1960, puis par la création, en 1970, du Groupement d'études et de recherche pour le développement de l'agronomie tropicale (Gerdac), présidé par le recteur Renaud Paulhan. Dès sa nomination, son administrateur général, Jacques Alliot, tout en poursuivant l'adaptation des programmes de recherches des Instituts, engage résolument la construction d'une base d'appui française pour la



Le site montpellierain du Cirad, début des années 1980.

© archives Cirad

recherche tropicale. Le choix se porte finalement sur Montpellier qui accueille déjà, non seulement une école d'agronomie, l'Ensam, et un important centre de l'Inra, mais aussi l'Institut agronomique méditerranéen (IAM). Ce centre est inauguré en 1973 et joue un rôle important lors de la création, par le professeur Louis Malassis, au début des années quatre-vingt, du complexe Agropolis. J. Alliot veille également à contribuer à la professionnalisation des jeunes scientifiques africains avec la création de l'Institut pour la formation des agronomes en régions chaudes (Ifarc) confié à Jacques Lefort. Sur le plan scientifique, il faut noter l'émergence de la recherche sur les systèmes d'exploitation, avec notamment le programme des unités expérimentales initié au Sénégal par René Tourte, et la poursuite des recherches technologiques avec le Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical (CEEMAT), centre technique inter-instituts.

La fin des années soixante-dix est marquée par d'intenses débats sur l'avenir du Gerdar : d'une part, la Côte-d'Ivoire souhaite mettre en place ses propres institutions de recherche et ne retient pas la proposition de créer une société ivoiro-française de recherche et de développement, à vocation internationale, centrée sur les cultures tropicales pérennes ; d'autre part, pour faire des économies, le ministère des Finances essaie de faire passer l'idée que l'intérêt national consiste à tirer un trait sur le passé colonial et à suivre la voie des autres pays européens en réintégrant les équipes « tropicalistes » dans les unités de recherches métropolitaines correspondantes, tout en participant activement au développement des centres internationaux de

recherche agronomique.

Face à ces défis, le ministre de la Coopération, Robert Gallais, conçoit le projet de développer un pôle tropical de recherche autour de l'Orstom, toujours dirigé par le Professeur Guy Camus, en y intégrant le Gerdar et les Instituts qui deviendraient alors des centres techniques associés. Il fait appel à l'ambassadeur Hubert Dubois pour piloter cette réforme en le nommant, en 1980, président, à la fois, de l'Orstom et du Gerdar. Mais cette évolution n'est pas du tout du goût de J. Alliot. Celui-ci fait alors appel à Hervé Bichat et à Jean-Marie Sifferlen, bientôt rejoints par René Billaz, pour proposer une solution alternative. Pour l'élaborer, ceux-ci se tournent vers Jacques Poly, alors président directeur général de l'Inra. L'idée est que les recherches agronomiques métropolitaine et tropicale ont de nombreux domaines en commun et complémentaires et que la comparaison des différents systèmes de culture est toujours une source très importante d'inspiration. Aussi recommandent-ils la constitution d'un ensemble structuré composé d'un établissement public de recherches – plutôt prospectif et dédié principalement aux régions tempérées mais pas uniquement –, c'est à dire l'Inra, et d'un établissement public à base d'ingénieurs – plutôt tourné vers l'outre-mer, mais sans exclusive – à mettre en place à partir des instituts techniques agricoles tropicaux existants.

Malgré son intérêt, ce projet est rejeté par le ministre Gallais et J. Alliot, pour être remis en novembre 1980 à la disposition de la Caisse centrale de coopération économique (devenue aujourd'hui Agence française pour le développement, AFD), dont il devient le numéro deux.

Du Gerdar au Cirad, l'exception française d'une recherche agronomique tropicale autonome

L'élection de François Mitterrand à la présidence de la République en mai 1981 change la donne. Le projet Gallais est abandonné. Rapidement, le nouveau ministre de la Recherche, Jean-Pierre Chevènement, après avoir fait étudier le projet d'une fusion des Instituts avec l'Inra, valide le projet de transformer le groupe du Gerdar en un établissement public à caractère industriel et commercial

auquel est donné le nom de Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad). Cela consiste à fusionner un établissement public (IEMVPT), une société d'État (CTFT), six associations (IFCC, IFAC, IRHO, Irca, IRCT, Irat) ainsi que le Gerdar et ses centres associés (CEEMAT et IFARC). Cette réforme, très complexe, est menée à bien à la fin de 1984. Avec, au dernier moment, une modification du projet des statuts du nouvel établissement: le président du Conseil d'administration de l'Inra n'est plus président de celui du Cirad, comme cela était prévu initialement, mais en est simplement membre de droit. Sur ces bases, la nouvelle équipe de direction se compose de Jacques Poly, président du Conseil d'administration, d'Hervé Bichat, directeur général, de Jean-Marie Sifferlen, secrétaire général, et de René Billaz, directeur scientifique. Le professeur André Berkaloïff, président du Conseil scientifique de l'Inra, est nommé président du Conseil scientifique du nouvel établissement. Cette équipe est assistée d'un Comité de direction où se retrouvent tous les anciens directeurs des Instituts.

Parallèlement, cette nouvelle équipe s'attache à rénover les partenariats avec les États africains. Comme il n'est pas possible de les faire participer au Conseil d'administration du nouvel établissement, Bernard Bachelier qui est en charge de ce secteur, travaille à la mise en place de la Conférence pour la recherche agronomique Afrique France (Coraf) associant les organismes de recherche français (Cirad, Inra et Orstom) et leurs nouveaux homolo-

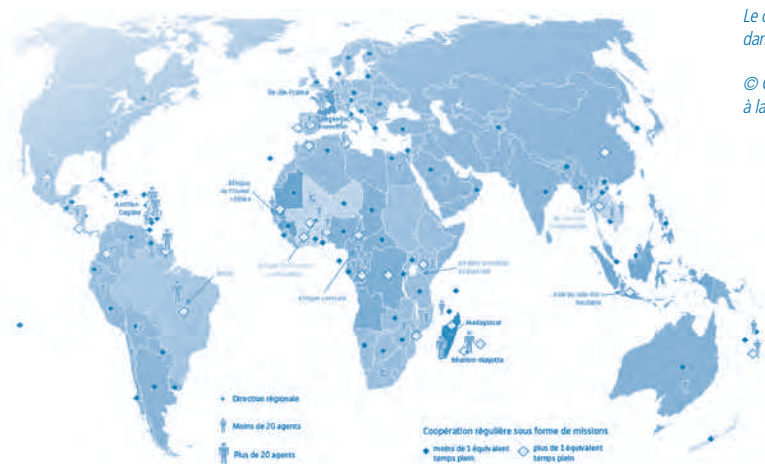
gues de l'Afrique subsaharienne pour élaborer des politiques de recherches agronomiques concertées. Sa première réunion se tient à Abidjan en 1985.

Ainsi sont posées les bases pour une nouvelle étape de la recherche agronomique tropicale francophone.

CONCLUSION

La France a donc été la dernière des grandes nations européennes ayant constitué un empire colonial à s'engager dans la recherche agronomique tropicale, bien après la Grande-Bretagne (l'Institut de recherche agronomique de l'Inde), les Pays-Bas (*Buitenzorg* dans les Indes néerlandaises), la Belgique (l'Institut national d'expérimentation agronomique du Congo) et même l'Allemagne (l'Institut colonial de Berlin).

Mais aux termes d'une histoire jalonnée d'espoirs, d'échecs et de controverses, elle se retrouve, au milieu des années quatre-vingt, être la seule à avoir conservé un dispositif national de recherche agronomique tropicale conséquent. En effet, les autres métropoles européennes les ont profondément restructurés dès lors que leurs installations outre-mer avaient été transférées aux nouveaux États issus de leurs anciennes colonies. Leurs moyens ayant été fortement réduits, cela a conduit à privilégier les aspects muséaux. C'est le cas du *Koninklijk Instituut voor de Tropen* (KIT) d'Amsterdam, du Musée royal de l'Afrique centrale (MRAC) de Tervuren, près de Bruxelles et du *Natural History Museum* de



Le déploiement du Cirad dans le monde en 2013.

© Cirad, délégation à la communication

Londres. Les jardins botaniques européens qui ont historiquement joué un rôle fondamental dans la diffusion des plantes cultivées tropicales, comme le *Jardim do Ultramar de Belém*, près de Lisbonne ou les célèbres jardins botaniques royaux de Kew, près de Londres, sont également mis en valeur. Mais les activités proprement scientifiques et pédagogiques sont dispersées dans les universités. Elles sont complétées par des programmes internationaux, dont les plus emblématiques sont les centres internationaux de recherches agronomiques. Quant aux activités de développement, elles sont dévolues aux ONG, dont certaines peuvent être très puissantes. Il faut donc s'interroger sur cette singularité française que l'on retrouve dans le domaine de la santé, avec le Réseau international des instituts Pasteur qui regroupe trente-deux établissements scientifiques dans le monde.

S'agissant de la recherche agronomique tropicale, plusieurs facteurs peuvent être évoqués :

- D'abord le fait qu'elle n'ait pris toute sa dimension qu'après la seconde guerre mondiale. De ce fait son développement a accompagné, en quelque sorte, le mouvement de décolonisation, ce qui a facilité son adaptation à ces nouveaux enjeux;
- Ensuite les efforts qui ont été déployés pour donner au dispositif français de recherche agronomique tropicale une organisation qui réponde aux attentes du ministère français des Finances ont dû jouer en sa faveur;
- Il faut aussi souligner l'importance constante des États africains francophones dans la politique étrangère de la France. Les événements récents de Côte-d'Ivoire, du Mali et de Centrafrique en sont les témoignages. Leurs analyses devraient conduire à une relance de leur développement, seul moyen de résoudre sur le fond les causes de ces situations dramatiques;
- Enfin la création à Montpellier du pôle universitaire Agropolis, à partir des services d'appui technique des Instituts et des institutions locales dédiées aux recherches méditerranéennes et tropicales, a donné à la recherche tropicale française une forte lisibilité internationale. En témoigne l'installation, à Montpellier, du centre commun d'appui au système des centres internationaux de recherches agronomiques. Ce choix est d'autant

plus remarquable que la France n'en est pas un des principaux contributeurs financiers.

Si cette analyse est pertinente, cela signifierait que la pérennité du dispositif français de recherche agronomique tropicale ne serait assurée qu'à une double condition : d'abord contribuer efficacement aux solutions des crises qui secouent l'Afrique subsaharienne, ensuite veiller à ce qu'il conserve une forte lisibilité européenne et internationale.

BIBLIOGRAPHIE

Collection «Autrefois l'agronomie»

- Bonneuil Ch. et. Kleiche M., *Du jardin d'essais colonial à la station expérimentale – 1880-1930: éléments pour une histoire du Cirad*, Éditions du Cirad, Paris, 1993, 108 p.
- de Padirac R., *L'Institut de Recherches sur le caoutchouc – 1936-1984*, Éditions du Cirad, Paris, 1993, 80 p.
- Surre Ch., *L'Institut de Recherches pour les huiles et oléagineux – 1942-1984*, Éditions du Cirad, Paris, 1993, 100 p.
- Catinot R., *Le Centre technique forestier tropical – 1916-1984*, Éditions du Cirad, Paris, 1994, 176 p.
- Charpentier J.-M., *L'Institut de Recherches sur les fruits et agrumes – 1942-1984*, Éditions du Cirad, Paris, 1995, 118 p.
- Bichat H. et al., *Le Centre d'études et d'expérimentation du machinisme agricole tropical – 1962-1992*, Éditions du Cirad, Paris, 1996, 124 p.
- Daumal S., *L'Institut d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux – 1920-1993*, Éditions du Cirad, Paris, 1996, 152 p.
- Tourte R., *Le Département systèmes agraires du Cirad – des origines à 1986*, Paris, 1997, 148 p.
- Tourte R. et al., *L'Institut de recherches agronomiques tropicales et des cultures vivrières -1960-1984 (Tomes 1 & 2)*, Éditions du Cirad, Paris, 2002, 230 p. et 218 p.

Autres références

- de la Taille R., *L'IRCT à 40 ans – la passion d'entreprendre - (1946-1986)*, Éditions du Cirad, Montpellier, 1990, 160 p.
- Monnet J.-C., *L'Institut français du café et du cacao – petit éphéméride de l'IFCC-IRCC*, Éditions du Cirad, Paris, 2013 (non publié), 112 p.
- Bonneuil Ch., *Des savants pour l'Empire – la structuration des recherches scientifiques coloniales au temps de «la mise en valeur des colonies françaises» - 1917-1945*, Éditions de l'Orstom, Bondy, 1991, 126 p.
- Combes R., *Office de la recherche scientifique et technique outre-mer – 1944-1955*, Imprimerie nationale, Paris, 1955, 182 p.
- Gleizes M., *Un regard sur l'Orstom – 1943-1983*, Éditions de l'Orstom, Paris, 1985, 122 p.
- Guillaume M., *Organisation de l'agriculture dans les territoires français d'outre-mer*, éditeur CDU, Paris, 1948, 228 p.
- Rossin, M., *Aspects et étapes de la recherche agronomique en France. La recherche agronomique outre-mer – in: L'Agronomie tropicale*, 1961, p.597-599.
- Volper, S., *Du cacao à la vanille – une histoire des plantes coloniales*, éditions Quae, Versailles, 2011, 144 p.
- Portères, R., *La recherche agronomique dans les pays chauds. Leçon inaugurale du cours d'agronomie tropicale*, in: *Revue internationale de botanique appliquée et d'agriculture tropicale*, 1950,